

Paris, le 10 février 1967

Chers Camarades,

Vous nous avez proposé, il y a quelques semaines, par un de vos représentants intervenant au cours d'une réunion du cercle Léon Trotsky, d'organiser en commun un débat contradictoire à propos de l'entrisme. Votre représentant a ajouté par la suite que vous voyiez l'organisation de ce débat comme un pas vers l'unification du mouvement trotskyste.

Nous ne doutons pas de l'intérêt politique que pourraient représenter ces réunions communes de deux, ou plus, organisations trotskystes. Il serait bon certainement que nous prouvions les uns et les autres que nous n'avons pas une incapacité congénitale à nous entendre.

Cependant nous ne pensons pas qu'un tel débat soit un moyen d'aboutir à l'unification du mouvement trotskyste (si ce drapeau commun ne recouvre pas des réalités différentes); ni même qu'il soit une simple action positive.

Ce problème, comme tous ceux qui nous divisent, ne peut être réglé par une réunion contradictoire. Ce problème concerne des militants, et ceux-ci peuvent et doivent se faire une opinion autrement qu'au cours d'une réunion de ce type. Bien sûr, vous pouvez penser que lorsque nous abordons cette question nous déformons

vos opinions. C'est toujours l'impression que l'on a lorsqu'on entend exposer ses idées par quelqu'un qui ne les partage pas. Mais nos camarades ont largement la possibilité de lire vos textes, d'aller aux réunions du cercle Karl Marx, de connaître directement vos positions. Nous ne sommes pas si nombreux les uns et les autres. D'ailleurs, nous encourageons les contacts directs de nos camarades avec les militants des autres formations se réclamant du trotskysme. S'il n'y avait que ce problème, l'entrisme, qui nous sépare, peut-être encore serait-il possible d'envisager une telle confrontation, mais c'est sur tous les sujets que nous abordons, soit au cercle Léon Trotsky, soit dans notre presse, que nous devrions alors organiser un débat contradictoire.

De la même façon, nous ne croyons pas plus aux possibilités de la discussion de groupe à groupe. Dans ce qui nous sépare il n'est pas question d'incompréhension ou de méconnaissance les uns des autres. Ce qui justifie des organisations séparées c'est la nécessité de vérifier certaines politiques, ce qui nous sépare est trop profond pour être vérifié au sein de la même organisation.

Nous ne savons pas si le mouvement trotskyste pourra s'unifier en France et dans le monde, car nous ne savons

pas si c'est possible et souhaitable, mais nous sommes convaincus qu'en refusant l'organisation d'un tel débat nous n'écartons pas cette possibilité si elle existe. Nous croyons que nous devons résoudre nos divergences par la vérification dans l'activité militante, sur nos bases respectives. Quant à l'exemple que nous devons donner, il serait déjà bon d'être capables de nous unir dans des actions ou des activités communes, à chaque fois que cela est possible. Nous en avons toujours été partisans et nous l'avons prouvé.

En particulier, nous pensons que dans la période électorale qui vient, quoi que nous pensions de leur politique et quelle que soit l'option que nous prenions en ce qui concerne leurs candidats, nous devons être physiquement solidaires des camarades de l'O.C.I. et du P.C.R. (t) face au gangstérisme stalinien et les aider si nécessaire, à tenir leurs réunions publiques.

C'est dans de telles actions que les trotskystes peuvent apparaître en commun.

En espérant que nous pourrions nous retrouver sur ce terrain et d'autres, nous vous prions d'agréer, chers camarades, nos salutations communistes.

Pour le C.E. de l'Union Communiste
HARDY.

LA RÉPONSE DE NOTRE PARTI

Chers Camarades,

En réponse à votre lettre du 10 février, nous ne contesterons pas votre droit de refuser le débat avec nous, public ou seulement d'organisation à organisation, sur l'entrisme ou sur toute autre question. Nous vous rappelons à ce propos que nos ouvertures ne sont pas si récentes que pourrait le laisser croire votre lettre, et que vous n'avez l'an dernier répondu que par un simple accusé de réception, en date du 24 janvier 1966, à notre lettre du 16 janvier 1966 où nous vous disions entre autres choses, à la suite de votre refus de l'action commune que nous vous avions proposé face à l'élection présidentielle: « Puisque vous estimez que les trotskystes auraient dû présenter un candidat, cela nous paraît supposer que, très longtemps avant de pareilles échéances, il faut créer les bases de l'action commune qui ne peut être, selon nous, que la discussion approfondie et franche des divergences politiques qui existent entre nous. » Nous ne pouvons donc admettre les raisons qui motivent votre refus.

Il est vrai que les problèmes qui nous divisent ne peuvent être réglés simplement par une ou plusieurs réunions contradictoires.

Il est vrai que le critère de la validité de nos thèses respectives est, en dernière analyse, la vérification dans la pratique politique.

Il est vrai que votre organisation a participé avec la nôtre et avec d'autres à des actions communes, et nous nous en réjouissons. Pour notre part nous ne serons jamais absents à chaque fois qu'il sera fait appel à nous pour une cause où l'accord va de soi.

Mais il est vrai aussi que le développement de la vie politique n'est pas aussi simple et mécanique que votre lettre pourrait le faire croire.

Vous acceptez l'unité sur le terrain de l'action, et vous rejetez la confrontation sur le terrain politique et théorique, comme s'il existait entre les deux une séparation infranchissable.

Outre le fait que nous devons attendre peut-être longtemps encore pour vérifier dans la pratique, de façon décisive, la justesse de l'une ou l'autre de nos politiques, il n'existe pas de ligne immuable, de ligne qui, dans la pratique

militante, ne doive être modifiée, affinée, sur la base des expériences, des succès et des échecs. Ce n'est pas sans raison que le centralisme démocratique, au sein de l'organisation de type bolchevique, garantit à tout militant le droit de remettre en cause les analyses politiques, la stratégie et la tactique.

La ligne d'une organisation révolutionnaire doit s'enrichir, éventuellement se modifier ou s'infléchir, à partir des discussions qui naissent de l'expérience et de la pratique de l'organisation. C'est à cette nécessité que répond la tenue, ordinaire ou extraordinaire, des congrès.

Si cette imbrication étroite entre la discussion et l'action implique un tel type de vie politique dans l'organisation révolutionnaire, a fortiori les discussions sont-elles nécessaires et fécondes dans le mouvement ouvrier dans son ensemble, et, en conséquence, entre les organisations ouvrières quelles qu'elles soient. Et combien plus entre organisations se réclamant de la même pensée politique.

Historiquement, c'est à travers ces luttes et ces discussions que s'est forgé et développé le mouvement ouvrier partout dans le monde. C'est dans de tels débats, incessants, que se sont trempées et consolidées les organisations révolutionnaires.

Une des conséquences les plus négatives du stalinisme, c'est le refus et l'écrasement par les directions bureaucratiques de tout débat de ce genre dans la presque totalité du mouvement ouvrier international. C'est pourquoi il l'a ramené très loin en arrière, sur les plans théorique et politique.

Ce sont des mœurs saines au sein de la classe ouvrière que les trotskystes s'efforcent de restaurer, et ils en ont la possibilité, dans la période actuelle de crise et d'éclatement du stalinisme.

Au nom des principes qui vous poussent à rejeter un débat contradictoire avec nous, refuseriez-vous de rechercher la possibilité d'une discussion avec les courants et organisations staliniens, centristes et sociaux-démocrates qui se partagent la classe ouvrière française?

Nous sommes confrontés dans notre pays à une situation assez exceptionnelle: la division des militants qui se réclament du trotskysme en plusieurs organisations, opposées politiquement. Alors que les idées

trotskystes trouvent un public et des sympathies actives dans de larges courants de la jeunesse et dans une minorité d'avant-garde de la classe ouvrière, ces divisions et ces antagonismes engendrent la confusion et la méfiance.

Loin de nous l'idée de la possibilité d'effacer les scissions et les clivages politiques par le coup de baguette magique de la « bonne volonté ». Nous pensons que le seul moyen d'atténuer les conséquences négatives de l'actuelle division, et même d'en tirer parti, c'est d'introduire un débat large sur toutes les questions qui nous opposent, et de réduire ainsi la confusion chez les couches minoritaires, mais de plus en plus larges, attirées par le programme trotskyste. De tels débats permettraient, non seulement de surmonter partiellement un handicap, mais d'élever l'éducation politique des couches que nous influençons.

Pas plus que vous, nous ne savons si le mouvement trotskyste pourra s'unifier en France, comme il l'a fait au niveau international en 1963.

Ce que nous affirmons, par contre, c'est que cette réunification est souhaitable, et que rien ne doit être négligé qui puisse nous faire avancer dans cette voie.

Vous demandez si ce drapeau commun — le trotskysme — ne recouvre pas des réalités différentes. Le meilleur moyen de le savoir, c'est de faire l'expérience de confrontations qui permettront de clarifier et de faire avancer le débat aux yeux des militants trotskystes. Nous regrettons que vous rejetiez nos propositions, rompant ainsi avec l'une des meilleures traditions du mouvement ouvrier, et nous espérons encore que vous changerez de position sur ce point.

La division arbitraire entre discussion et action, le repli sur soi-même, la peur du débat, la crainte d'exposer vos militants à des idées extérieures ne seront profitables ni à l'ensemble du mouvement trotskyste en France, ni, en dernière analyse, à votre organisation elle-même.

Recevez, chers Camarades, nos salutations communistes.

p. le Bureau politique du P.C.I.
M. LEQUENNE.

LA GREVE la campagne

Bordeaux, Besançon, Lyon, Dijon, Saint-Nazaire, partout des manifestations de mécontentement éclatent qui viennent apporter la contradiction la plus efficace aux démagogues de l'U.N.R. qui crient partout « c'est la V^e République ou le chaos ».

Le baron de l'aéronautique Dassault, qui ne vit que des milliards versés par les contribuables, a utilisé contre les salariés de ses usines de Bordeaux toutes les mesures d'intimidation et de répression pour les empêcher de poursuivre une lutte commencée en décembre 1966: lock-out, licenciements de militants syndicalistes, etc. Mais le sort de la candidature de Chaban-Delmas a préoccupé les esprits des démagogues de l'U.N.R., et M. Dassault a dû faire une sérieuse marche arrière, d'autant que les travailleurs de Bordeaux n'ont pas manqué de jeter dans un même panier leur patron et le candidat U.N.R. Dassault a dû consentir une augmentation de 2% des salaires de son personnel; à cela il a dû ajouter pour les travailleurs de Bordeaux une augmentation supplémentaire afin de réduire les écarts entre les salaires de la région bordelaise et ceux de Paris. De plus, les syndicats ont obtenu la levée de toutes les sanctions et une indemnisation partielle des journées de travail perdues du fait du lock-out. La période de préparation des élections a donc été bien mise à profit pour établir un rapport de forces favorable aux travailleurs.

C'est de Dijon que part un autre mouvement: celui des agents de conduite de la S.N.C.F. qui a pour origine les conditions infernales de travail qui leur sont imposées. En une quinzaine de jours, au dépôt de Dijon, on a enregistré sept cas d'infarctus et deux morts parmi les agents de conduite. L'émotion a été telle que les syndicats C.G.T., C.F.D.T. et autonome ont dû organiser une grève afin que s'ouvre des discussions sur les conditions de travail; Pisani n'a rien trouvé de mieux que d'opposer une fin de non-rece-

La mini-

prolongée est obligatoirement...

EN matière d'Education nationale, comme sur l'ensemble du plan social et économique, la méthode Coué caractérise toute la politique gouvernementale: tout va bien, puisqu'on vous le dit!

Pour tenter de calmer l'inquiétude des parents d'élèves et des syndicats d'enseignants, face à l'ampleur des besoins scolaires, depuis plusieurs semaines déjà, nos Excellences rivalisent de prestidigitations sur les tréteaux d'inauguration: ici ou là, comme à Villemomble, une pierre est baptisée C.E.S., ici ou là encore, comme à Paris, dans une cour de vieille caserne, à l'ombre d'une bache, on évoque un lycée. Mais, il faut bien se rendre à l'évidence: même pour les plus inconditionnels, tous ces flonflons ne font pas sérieux. Manipuler, sur le terrain, des locaux imaginaires devenait périlleux, car c'est la démonstration concrète de l'imprévoyance gouvernementale. Le pouvoir a trouvé une autre astuce, plus abstraite: manipuler des élèves, sur le papier! Et c'est ainsi qu'en pleins feux de la campagne électorale, un comité interministériel a approuvé une décision gouvernementale de pseudo-prolongation de la scolarité obligatoire, à dater de la rentrée de septembre 1967. Pseudo-prolongation disons-nous, car, en fait — comme l'écrit le journal *Le Monde* — la préoccupation du pouvoir est essentiellement de « ne pas perdre la face ».

Mais rien ne peut effacer la réalité des faits dont quelques données statistiques traduisent l'implacable verdict. Avant même cette mesure de propagande électorale, la situation désastreuse était mise, déjà, en lumière par la Commission (nourtant très officiellement) du cinquième plan d'équipement scolaire qui avertissait que, faute d'une augmentation de 40% des crédits, c'est le propre Plan gaulliste pour 1972 qui se trouverait en déficit de 80.000 places dans le premier cycle, de 11.000 places dans le deuxième cycle court et de 55.000 places dans le second cycle long.

Mais, le pouvoir, qui se veut un estomac d'autruche, a trouvé une formule magique pour assurer une prolongation

Sur le vif "de la partie"

Une infirmière comparait devant le juge pour avoir fait des avortements: Le juge déclare que les faits ont une gravité d'autant plus grande que la prévenue est membre du corps médical. Elle est « de la partie » et doit donc être punie davantage: 3 ans de prison ferme.

Peu après, un agent de police comparait pour avoir assommé un citoyen paisible

qui regagnait son auto. Encore une chance pour le citoyen qu'il ait eu des témoins. Comme le prévenu est « de la partie », les faits ont une gravité... moindre, et il s'en tire avec six mois et le sursis.

Cela est une injustice. Mais on ne sait plus s'il faut dire que cette injustice est grave ou bénigne, puisque ses auteurs sont « de la partie ».

Sous presse, le N° 30 de
QUATRIÈME INTERNATIONALE
revue du Comité Exécutif de la IV^e Internationale
Au sommaire, des articles sur:
La « Révolution culturelle » en Chine — La guerre du Vietnam — Les élections françaises — Le gouvernement Wilson — La « grande coalition » en Allemagne — La rupture Meany-Rutherford — Une étude: « Pour lire Althusser » — et un document inédit d'autocritique du Parti communiste indonésien.
Le N° 4 F — C.C.P. Pierre Frank: 12.548-46 PARIS.